

Lilian Thuram François Durpaire
Rokhaya Diallo Marc Cheb Sun Pascal Blanchard

APPEL POUR UNE RÉPUBLIQUE MULTICULTURELLE ET POSTRACIALE

suivi des 100 propositions pluricitoyennes



Lilian Thuram

Lilian Thuram, né en Guadeloupe, a connu une carrière prestigieuse de footballeur international : champion du monde en 1998, champion d'Europe en 2000, vice-champion du monde en 2006, ainsi que de nombreux titres en club. Il a détenu jusqu'au 28 octobre 2008 le record de sélections en équipe de France, record appartenant aujourd'hui à Sandrine Soubeyran, capitaine de l'équipe de France féminine. En 2008, il a créé la Fondation Lilian Thuram, éducation contre le racisme.

Il a publié, en janvier 2010, *Mes étoiles noires, De Lucy à Barack Obama*, aux éditions Philippe Rey. Composé de portraits de femmes et d'hommes qui sont le fruit de ses lectures et de ses entretiens avec des spécialistes et des historiens, l'ouvrage lui a été inspiré par une conviction forte : « *La meilleure façon de lutter contre le racisme et l'intolérance, c'est d'enrichir nos connaissances et nos imaginaires.* »

www.thuram.org



François
Durpaire

François Durpaire est fondateur du mouvement pluricitoyen (pluricitoyen.com). Il est l'initiateur et le coordinateur éditorial de cet Appel et des propositions pluricitoyennes. Docteur et agrégé d'histoire, il est chercheur associé au Centre de recherche d'histoire nord-américaine de Paris 1-Panthéon-Sorbonne et membre du Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage. Il a publié avec Olivier Richomme la première biographie en langue non anglaise de Barack Obama : *L'Amérique de Barack Obama* (Demopolis, 2007), ainsi que, seul ou collectivement, *Nos ancêtres ne sont pas les Gaulois* (CNDP, Hachette éducation, 2002), *La civilisation américaine* (PUF, 2004), *Les Etats-Unis ont-ils décolonisé l'Afrique noire francophone ?* (L'Harmattan, 2005), *France blanche, colère noire* (Odile Jacob, 2006), *L'unité réinventée*, *Les présidents face à la nation* (Ellipses, 2008), *Obama face à la crise* (Demopolis, 2009), *La Révolution antillaise* (Eyrolles, 2009). Consultant en télévision, il est notamment chroniqueur dans l'émission *Ultramarines* (France Ô). Contact : pluricitoyen@live.fr
www.durpaire.com



Rokhaya Diallo

Rokhaya Diallo est une militante politique. D'abord impliquée dans la vie locale, elle a présidé le Conseil local de la Jeunesse de la ville de La Courneuve tout en militant parallèlement au sein de l'association anti-sexiste Mix-Cité et auprès de l'organisation altermondialiste Attac.

En 2007, elle a fondé l'association Les Indivisibles qu'elle préside aujourd'hui. Le collectif – dont l'objectif est de déconstruire les préjugés ethno-raciaux en utilisant l'humour – décerne chaque année les *Y'a bon awards* aux « meilleures » phrases racistes prononcées par des personnalités publiques.

Diplômée en droit et en audiovisuel, Rokhaya Diallo travaille aujourd'hui dans le domaine de la production audiovisuelle. Elle est par ailleurs chroniqueuse sur Canal + et RTL.

www.lesindivisibles.fr



Marc
Cheb Sun

Marc Cheb Sun est fondateur et directeur de la rédaction de *Respect mag*. Journaliste autodidacte, il travaille dès 2000 à la conception d'un magazine à large diffusion, créé pour « *décoloniser les imaginaires* » et « *apprendre à vivre ensemble* ». Le numéro 1 sort en 2005. Le projet ? Un magazine populaire, porte-voix des « absents » du monde médiatique, ardent défenseur d'une diversité reconnue, assumée et promue. *Respect mag* crée des passerelles, de la rencontre, impose un ton libre, décomplexé, dans une société métissée qui semble encore s'ignorer. 2008 : Marc Cheb Sun est lauréat France de l'organisation internationale Ashoka qui soutient des entrepreneurs sociaux dans plus de 70 pays. En 2009, le volet international du site www.respectmag.com est cité par l'Onu, dans le cadre du programme « Alliance des civilisations », parmi les initiatives les plus innovantes. Depuis 2009 également, *Respect mag* a rejoint le Groupe SOS (www.groupe-sos.org), acteur incontournable de l'économie sociale et solidaire. Outre le Web et l'édition papier du trimestriel, Marc Cheb Sun travaille aujourd'hui à la création de Respect TV, version audiovisuelle du magazine urbain, social et métissé.

www.respectmag.com



Pascal
Blanchard

Pascal Blanchard est historien, chercheur-associé au Laboratoire communication et politique (CNRS), codirecteur du groupe de recherche Achac (Paris), spécialiste de l'histoire coloniale, des immigrations et des représentations corporelles. Il a entre autres publié les ouvrages suivants, seul ou collectivement : *Human Zoos. Science and Spectacle in the Age of Empire* (Liverpool University Press, 2008), *Corps & couleurs* (Editions du CNRS, 2008), *Les guerres de mémoires : la France et son histoire* (La Découverte, 2008), *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours* (Editions du CNRS, 2008), *La colonisation française* (Milan, 2007), *La République coloniale* (Hachette Littératures, 2006), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial* (La Découverte, 2005), et il vient de diriger l'édition d'un coffret de huit ouvrages *Un siècle d'immigration des Suds en France* (GRA, 2009).

www.achac.com

APPEL POUR UNE RÉPUBLIQUE MULTICULTURELLE ET POSTRACIALE

Lilian Thuram François Durpaire
Rokhaya Diallo Marc Cheb Sun Pascal Blanchard

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens [...] Elle respecte toutes les croyances. »

Article 1 de la Constitution de la République française,
4 octobre 1958

Le 20 janvier 2009, Barack Obama devient le 44^e président des Etats-Unis. Nombre de Français se réjouissent alors de constater les évolutions de la société américaine longtemps déchirée par les préjugés racistes et la ségrégation.

Mais peut-on se féliciter de ces bouleversements sans s'interroger sur la capacité de nos propres institutions à se renouveler ? Ce 20 janvier est aussi le début de la crise politique qui touchera, pendant plusieurs semaines, les départements ultramarins d'Amérique et de l'Océan Indien. A cette occasion, les Français de l'Hexagone découvrent la situation des outre-mers, la crise sociale, politique et mémorielle qui les traverse.

20 janvier 2010, un an plus tard, cet appel montre que la république française n'a guère bougé et qu'elle peine à reconnaître sa dimension multiculturelle. Cinq ans après les événements qui ont secoué les quartiers populaires, au moment où le débat sur « l'identité nationale » associé à l'histoire de l'immigration traverse le pays, la mécanique républicaine se heurte à un défi majeur : comment ouvrir la République à tous les citoyens qui la composent ?

La société française, riche de la pluralité de ses talents, s'est profondément renouvelée. Par contraste, les élites – politiques, économiques, culturelles – ne parviennent pas à intégrer ces nouvelles dynamiques.

Notre objectif est simple. Nous avons réuni 100 personnalités issues de tous les horizons, pour initier un mouvement citoyen en mesure d'appeler au changement. En demandant à chacune d'entre elles une proposition concrète, résumée en quelques lignes, nous avons décidé, plutôt que d'exposer une série de problèmes, d'irriguer le débat public de solutions inventives et pratiques, regroupées autour de 10 axes.

Toutes ont en commun l'idée que la « diversité », bien plus qu'un terme

à la mode ou un dossier à part, doit être envisagée comme une question transversale, propre à reconfigurer l'ensemble de notre République, dans le sens du mieux-vivre ensemble.

Réconcilier la France avec son passé

L'occultation de notre « histoire de famille » est-elle une spécificité française ? Parmi les ex-nations coloniales, la France n'est pas seule à être frileuse face à ces « *passés qui ne passent pas* » mais elle est, avec le Japon, une des rares nations où les traumatismes du passé sont encore visibles dans le présent.⁽¹⁾ Identités, enjeux politiques et représentativité, égalité sociale, discriminations... Autant de questions essentielles qui trouvent une partie de leurs origines dans ce temps colonial.

Le cas français est bien une exception en Europe.

A l'opposé, les Pays-Bas s'inscrivent, avec le Tropical Museum, dans un objectif de relecture de leur présence outre-mer, depuis des décennies.

En Belgique, une exposition récente au musée de Tervuren fait progressivement entrer cette histoire dans le présent, en faisant le lien avec les minorités post-coloniales présentes sur son sol.

L'Allemagne commence à ouvrir cette page d'histoire, alors que la Turquie connaît encore de grandes difficultés à aborder son passé impérial.

L'Espagne et l'Italie ne font pas grand cas de leur période coloniale.

La Grande-Bretagne est, sans aucun doute, le pays qui a le mieux normalisé cette histoire, au point que le passé impérial ou esclavagiste ne fait plus guère débat dans la société britannique, comme le montre la création du Musée international de l'esclavage à Liverpool.

En France, la crise économique et sociale se double de clivages identitaires, révélés quotidiennement par les tensions entre les représentants de l'Etat et une partie de la population. Tandis que la ghettoïsation tient à l'écart certains citoyens, une vision monochrome de l'« identité nationale » conduit certains à remettre en doute la nationalité de leurs compatriotes, ou à appréhender l'immigration comme un facteur de destruction d'une identité que certains voudraient immuable.

Du fait de la colonisation, à la suite de la période esclavagiste, l'histoire de France a mis en contact des individus issus de tous les continents.

(1) Benjamin Stora

Ces individus ont traversé ensemble les tragédies du XIX^e s. et du XX^e s., partageant la boue des tranchées puis le combat contre la barbarie nazie.

Ils sont nos grands-parents et nos arrières grands-parents.

Il s'appelle Addi Bâ qui, dans l'Est de la France, tombera en 1943 sous les balles allemandes d'un peloton d'exécution après avoir été torturé.

Elle s'appelle Louise : d'un village du Poitou, elle a rejoint, en dépit de ses 17 ans, le maquis qui devait libérer Poitiers.

Ou Mohamed, né dans la kasbah d'Alger, débarquant en Provence le 15 août 1944 avant de libérer Marseille.

Ou Dô Huu Vi de la Légion étrangère, aviateur oublié de la Grande Guerre.

Ou encore Henry, qui, comme des milliers de « dissidents » antillais, a quitté son île natale pour se battre dans les neiges d'Alsace.

Il s'appelle Ousmane, originaire de Saint-Louis du Sénégal, rescapé du camp de Thiaroye où les tirailleurs africains furent tués par d'autres soldats français, parce qu'ils réclamaient le paiement de leur solde et de leurs primes.

C'est aussi Joséphine qui, en 1937, deviendra française décidant de fuir définitivement la ségrégation aux Etats-Unis...

S'approprier une histoire commune

Cinquante-cinq ans après Dien Bien Phu et le début du conflit algérien (1954), cette politique de *non-mémoire* semble se fissurer aujourd'hui. Le silence n'est plus possible.

Une page est tournée, au cours de laquelle nous avons pris conscience de la fracture coloniale dans la société française. Cette prise de conscience a été portée par le travail des historiens, les commémorations engagées sur la traite et les abolitions de l'esclavage depuis 1998⁽²⁾, les demandes sociales d'une mémoire apaisée mais aussi, paradoxalement, par les « dérapages » de la loi datant de février 2005 sur le « rôle positif de la colonisation ».

Depuis, les « mémoires coloniales » et les « mémoires de l'esclavage » semblent investir de toute part la société française.

(2) Loi Taubira

Pour autant, les partis politiques de droite comme de gauche ne se saisissent pas de cet enjeu. Les élites françaises n'arrivent pas à intervenir dans un débat sur un passé qui a conduit notre relation au monde pendant près de quatre siècles.⁽³⁾

Nous sommes à un tournant. Nous savons que l'histoire ultramarine n'est pas périphérique à l'histoire de France.

Que l'histoire coloniale et celle de l'esclavage sont parties prenantes de l'histoire nationale.⁽⁴⁾

Que l'histoire des immigrations doit être intégrée dans le grand récit national.⁽⁵⁾

Qu'une pluralité d'héritages a forgé notre identité et qu'il est indispensable de déconstruire les préjugés qui polluent nos relations sociales.

Nous devons être capables de rappeler que l'universel est en tout point du monde, à l'instar de ce qu'affirmait Jean-Marie Tjibaou, leader de la communauté kanak en Nouvelle-Calédonie à la fin des années 1980 : « *Si je peux partager avec un non-kanak de ce pays ce que je possède de la culture française, il lui est impossible de partager avec moi la part d'universel contenue dans la culture mélanésienne.* »

Certains ont déjà ouvert ce débat. On pense à Yazid Sabeg, qui dans un ouvrage sur la « discrimination positive », était l'un des premiers à faire le lien explicite entre passé colonial et discriminations. Pierre Joxe rappelait, lui, en 1998, combien la France ne pouvait plus oublier une large frange de sa population.

L'émergence d'une mémoire plurielle souligne la nécessité d'une révision critique du grand récit national. Le cinéma s'empare timidement de ces débats avec des films comme *Indigènes*. Le monde des expositions, du théâtre et de la musique commence à s'inspirer de ces passés jusqu'alors inaudibles.

Les temps changent, même si certains tentent de nous convaincre du fait que parler d'histoire, c'est être un « repentant ». A cela nous répondons « non ». Parler d'histoire, c'est simplement permettre à chacun de savoir comment s'est forgée notre identité française.

(3) Suzanne Citron

(4) Françoise Vergès, Myriam Cottias

(5) Ahmed Boubeker, Gérard Noiriel

Assumer la République multiculturelle

Les années 1980 ont été celles des balbutiements de ces prises de conscience⁽⁶⁾ et des premières luttes des enfants de l'immigration et de leurs parents.

Les Français « d'ici » grandissent alors à côté plus qu'avec les Français perçus comme étant « de là-bas » sans réaliser à quel point les décalages se creusent. Jusqu'à ce que soudain apparaisse dans un miroir le visage déformé de la République : la jeunesse des banlieues ou ultramarine se réduit alors à sa seule visibilité médiatique, celle de la violence.

Le face-à-face a lieu sous le feu des caméras de télévision. Parmi les spectateurs, bon nombre de jeunes et de moins jeunes ont, eux aussi, grandi dans ces quartiers. Certains y vivent toujours, par choix ou par contrainte. Privés de voix.

Parfois engagés dans la vie associative, riches d'un parcours universitaire, d'une expérience professionnelle, chômeurs, salariés ou entrepreneurs, ils se retrouvent témoins muets d'une exposition médiatique stigmatisante.

L'Islam, lui aussi, fait la une des journaux. Toujours lié à l'extrémisme, voire à la violence, version terrorisme, sinon absent.

L'Antillais, le Réunionnais, le Kanak ou le Guyanais sont encore perçus comme des assistés qui n'apportent rien à la métropole, si ce n'est leurs blanches plages et leurs cocotiers.

La victoire multicolore de 1998 n'a rien changé à cela. Une décennie plus tard, la crise traverse toujours les banlieues (2005), toujours les « outre-mers » (2009).

Les « minorités ethniques », comme on les appelle de l'autre côté de l'Atlantique, restent trop ignorées du paysage audiovisuel⁽⁷⁾, boycottées à l'Assemblée nationale, absentes du Cac 40, peu nombreuses dans la haute administration ou la diplomatie...

Des élites recroquevillées sur elles-mêmes, dans une sorte de République incestueuse.

Un Etat monochrome, comme le sont les médias, pour une nation multicolore.

(6) Eric Maurin

(7) Eric Macé

Certes, quelques « stars » semblent émerger, elles sont même au hit-parade des « préférées des Français » dans les sondages de popularité. Un Noah, un Zidane, un Jamel, une Rama Yade ou un Harry Roselmack, n'en demeurent pas moins les icônes qui voilent la mise à la marge de millions de personnes.

Dans ce contexte, il est vain de faire croire aux jeunes que « l'intégration » prendra du temps, comme pour les enfants de l'immigration européenne. Ils savent que leur famille, parfois française depuis des générations⁽⁸⁾, ne souffre pas d'un « défaut d'intégration », mais d'un « défaut d'acceptation », du fait d'une différence tenant à un millimètre d'épiderme, mais qui ne saurait s'effacer avec le temps...

Et voilà que l'on parle de « communautarisme », de « repli identitaire » dès que l'on pose la question des identités. Or, ce ne sont pas les interrogations identitaires qui créent le repli communautaire, c'est le fait de ne s'interroger qu'avec ceux de son groupe. Ce qui arrive fatalement si l'on ne peut y réfléchir ensemble, dans la République.

Il est alors aisé de stigmatiser comme « communautariste » la solidarité affichée par ceux qui souffrent de discriminations...

Les véritables questions sont ailleurs : est-il nécessaire d'être noir pour combattre la discrimination raciste ? Faut-il souffrir soi-même de discrimination sexiste pour partager le combat féministe ?

Voilà ce que devrait se demander une société qui entend être autre chose qu'une addition de « solidarités communautaires ».

Pour ce qui est des enfants et petits-enfants de Mohamed, d'Henry, d'Ousmane ou de Joséphine, la voie vers une République plus conforme à ses principes passe par la capacité à ne pas confondre leur pays d'origine et celui de leurs parents, à savoir distinguer ce contre quoi ils ont à combattre (discrimination liée à la couleur ou au patronyme, relégation sociale) et ce dont ont souffert leurs aïeux (esclavage et colonisation).

A l'instar de Frantz Fanon⁽⁹⁾, nous les invitons à ne pas réclamer de réparations pour le passé mais les exhortons à exiger l'égalité pour le présent.

(8) Ce furent des travailleurs kabyles, italiens, bretons et auvergnats qui, par exemple, ont construit le métro parisien au début du XX^e siècle.

(9) Dans *Peau noire, masques blancs*: « Je n'ai pas le droit de me cantonner dans un monde de réparations rétroactives ».

Préparer le changement

De l'autre côté de l'Atlantique, les minorités ethniques ont trouvé, il y a bon nombre d'années, une terminologie pour se nommer. La question tranchée, ils sont passés à l'action. En France, nous en sommes encore à chercher le bon mot. Dernier en date, immédiatement controversé : « minorités visibles ».

Visibles, oui, ou « audibles » par la consonance de leur nom ou prénom. Principalement « noirs », « maghrébins », « asiatiques ». Minoritaires, ce qui n'est pas un problème en soi, mais, surtout, « minorés ». Problème : peut-on évoquer des discriminations selon la couleur ou l'origine sans créer des tsunamis de polémiques ?

Peut-on s'harmoniser sur une façon de nommer, si imparfait soit le terme retenu, pour, enfin, agir de manière déterminée ? Peut-on parler de « question raciale » sans la diluer dans la « question sociale », sans chercher à hiérarchiser l'une à l'autre ?

Beaucoup objecteront que « la race n'existe pas », conviction que nous partageons, évidemment, mais la différence visible continue à générer des discriminations, et ne pas prendre en compte cette réalité reviendrait à se voiler la face.

Dénoncer la discrimination implique d'être capable de la mesurer⁽¹⁰⁾ et de donner à la justice les moyens de la combattre. Mais en refusant la contrainte et la possibilité de sanctionner, on continuerait à subordonner le respect de la loi à une hypothétique évolution des mentalités...

En s'interdisant, par principe dit « républicain », l'établissement de statistiques mesurant l'acceptation des groupes discriminés, on se prive du seul outil permettant d'évaluer l'efficacité des politiques publiques et privées. Car il s'agit de mesurer non seulement les discriminations, mais aussi les progrès faits en matière de « diversité ». Nous voulons pouvoir « photographier » l'état de la société française mais aussi « filmer » les évolutions que nous appelons à réaliser.

Il faut donc distinguer ce que l'on souhaite pour notre société – l'horizon d'un monde où personne ne serait plus jugé sur la couleur de sa peau ou sur son patronyme – et les moyens pour y parvenir.

En l'absence d'attention positive pour la « diversité », la prétendue indifférence « républicaine » avalise une *discrimination négative*.

(10) Patrick Simon

Aujourd'hui, c'est bien le « principe » d'égalité qui sert à entraver tout dispositif permettant de garantir l'égalité réelle.

Notre conviction est que la pluralité, partout, doit être encouragée par une action positive à la française.

Dans la culture, les entreprises, la haute administration, la création entrepreneuriale, le logement, l'éducation, assumons une politique multiculturelle, qui sera aux couleurs de la France!

Un projet d'avenir, une projection possible pour tous, ensemble!

Nous avons conscience des blocages, des situations d'exclusion, comme le montrent des témoignages récents: celui d'enseignants dans l'Education *nationale*, de journalistes dans un grand quotidien *national*, celui de sportifs dans une équipe *nationale*, de militants dans les grands partis politiques *nationaux*...

Les ferments de la révolte qui a frappé la France en novembre 2005 sont toujours là. La naissance conditionne toujours notre place au sein d'une République qui proclame l'égalité des chances sans la réaliser. Cette situation, doublée d'une crise qui touche de plein fouet les classes moyennes, prépare plus qu'une simple révolte...

Tout à perdre, mais tout à gagner... pour peu que nous sachions réviser notre regard les uns sur les autres. En considérant la pluralité non comme un obstacle, mais comme la condition de notre unité, nous retrouverions le ciment de notre cohésion sociale.

Car si nous initiions ce mouvement, ce n'est pas seulement pour porter l'espoir de minorités marginalisées, mais parce que nous avons la conviction que nous serions collectivement plus forts si nous étions capables de retisser nos liens brisés, entre générations, groupes ethniques, classes sociales, identités de genre. Et qu'une France reconnaissant la pluralité de ses talents se grandirait.

C'est parce que nous sommes certains que notre identité nationale s'enrichit de nos multiples appartenances.

C'est parce que nous pensons qu'encourager les projets de tous les citoyens permettrait d'insuffler un vent nouveau.

C'est aussi parce que nous savons que le rayonnement de notre pays passe par une représentation reflétant vraiment ce que nous sommes. Si la France est le produit du monde, il serait naturel qu'elle soit représentée par des diplomates issus de toute sa population.

Et pour bâtir ce projet, nous devons nous appuyer sur tous nos enfants, ceux qui, précisément, seraient capables de nous faire dialoguer avec le monde, comprenant la diversité des langues et des approches culturelles.

Il nous faut, dans cette perspective, renouer avec une vision positive et pragmatique de l'immigration, et ne plus sacrifier l'intérêt de notre pays à des visées électoralistes s'enracinant dans nos peurs.

Regarder au-delà des fractures

Notre société doit permettre à l'individu de s'épanouir dans ces identités multiples, tout en aidant l'ensemble de la société à tirer les bénéfices de ce progrès. Cette réflexion doit penser la notion de citoyenneté au-delà d'un modèle unique : masculin, blanc, catholique, urbain...

Etre français, ce n'est pas une permanence, c'est le *désir de vivre* ensemble, dans nos identités mêlées, sans devoir renier une partie de nous-mêmes.

Nous devons sortir d'un temps qui pense encore l'individu comme étouffé par les déterminismes biologiques, trop souvent perçus comme indépassables.

Projetons-nous vers une République où les engagements spirituels et culturels ne feront plus l'objet de jugements systématiques.

Où nous pourrons agir sans que notre comportement ne soit systématiquement expliqué par « nos origines » ou une appartenance culturelle.

Où nous pourrons en toute liberté faire des choix sans nous sentir exclus de la communauté nationale.

Où nous pourrons rappeler que les identités ne sont pas des objets sacrés, figés et indiscutables, définis par des gardiens autoproclamés de la tradition.

Où nous pourrons rappeler que nos familles, nos loisirs, nos religions, nos partis politiques, nos associations, créent une myriade d'affinités qui nous relient les uns aux autres, de manière différente chaque jour.

Nul n'aura plus alors besoin de promouvoir la « diversité » ou les « diversités », ni, dans le sens inverse, d'interdire les signes « ostentatoires » supposés menacer un équilibre intangible.

Nul ne pourra plus prétendre non plus établir une police de la mono-identité, tant sera infinie et complexe la nature de nos liens.

Nul ne pourra plus nier que notre devoir est de renouveler la République à chaque génération et de revigorer sa devise dans un dialogue ininterrompu avec le présent.

Forts de la diversité de nos héritages, notre démarche ne vise pas à rédiger des cahiers de doléances. Bien au contraire, nous avons recueilli des propositions constructives destinées à rapprocher notre République de ses principes.

Issus de différents horizons politiques et de la société civile – artistes, écrivains, cinéastes, associatifs, salariés, sportifs, managers, syndicalistes, journalistes, enseignants –, nous assumons de porter ensemble l'espoir d'un changement radical!

La chute du Mur de Berlin a ouvert la voie à une génération d'*après les Murs*, une génération souhaitant œuvrer pour la chute de tous les Murs, une génération qui se sent concernée par une humanité commune : développement solidaire, sauvegarde de la biodiversité, lutte contre le dérèglement climatique, etc.

En substituant une logique de l'action à celle de l'affrontement sur des mots, nous entendons mobiliser le plus grand nombre autour du projet d'une nouvelle République, en interaction permanente avec les évolutions de notre planète.

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que de s'attaquer à tout ce qui exclut de notre famille certains de nos enfants, et que l'humanité d'une société se juge à l'attention qu'elle porte à tous.

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que celui de dessiner une République non réduite à une seule communauté, fût-elle majoritaire. Et que la République n'est pas une couleur, mais toutes nos couleurs, qu'elle n'est pas un héritage, mais la pluralité de nos héritages.

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que celui de permettre aux petits-enfants de Louise, de Mohamed, de Joséphine, d'Henry ou d'Ousmane, qui tous ont versé leur sang pour la France, de se sentir ici chez eux.

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que celui de permettre à ces enfants de revivre un jour dans les mêmes quartiers, et d'être éduqués dans les mêmes écoles.

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que de transmettre à nos enfants qu'ici aussi, c'est possible...

Parce qu'il n'y a pas de combat plus républicain que celui qui vise à ce que nous soyons plus qu'une addition de communautés, et plus qu'un assemblage de groupes, mais l'exemple, pour le monde entier, d'une société soucieuse de mettre en pratique sa propre devise: «liberté, égalité, fraternité».

Et, enfin, parce qu'au-delà de notre propre République, il n'y aura pas de combat plus humain que celui qui proposera à tous un nouvel horizon, celui d'une communauté de citoyens œuvrant pour un monde régenté par le droit et l'équité, au-delà des murs et des fractures du présent.

Il apparaîtra alors à tous que cette société – devenue post- raciale – sera plus conforme aux idéaux de notre République qu'elle ne le fût jamais.

Et si de nombreux citoyens au cours de notre histoire ont été placés à la marge, il ne s'agit pas demain de les placer au centre, mais de les replacer *dans* la communauté nationale selon un simple principe d'égalité.

Alors nous pourrons nous engager plus efficacement, ensemble, contre les inégalités sociales et territoriales, les blocages structurels en matière de parité, les inégalités d'accès à la culture, les déséquilibres écologiques, et pour le rééquilibrage des richesses Nord-Sud dans une économie mondialisée.